



Éditrice responsable : Veronique Wemaere, rue Coenraets 68, 1060 Bruxelles

## CONFLITS ARMÉS, CONFLITS SOCIAUX LES FEMMES EN PREMIÈRE LIGNE

### INTERVIEW p.2

Alicia C. et Paola M.,  
déléguées syndicales  
en Colombie

### FOCUS INTERNATIONAL p.3

L'impossible quotidien des  
femmes à Gaza  
(carte blanche)

### BRÈVES p.4-5

Violences sexuelles en RDC,  
Devoir de vigilance,  
Décès de Jacques Bourgaux



**SOLSOC** est une organisation non gouvernementale agréée par la coopération belge (DGD) pour mettre en œuvre des programmes de développement

durable dans les pays partenaires. Elle est aussi l'organisation de solidarité internationale de l'Action commune socialiste qui constitue son ancrage historique et social. En partenariat avec différentes composantes de celle-ci, elle soutient des actions dans 8 pays en Amérique latine, en Afrique et au Proche-Orient. Notre objectif commun est de permettre aux populations de vivre plus dignement et d'accéder à leurs droits socio-économiques et politiques. En Belgique, Solsoc interpelle les décideur-euse-s belges et européen-ne-s afin de relayer les revendications de ses partenaires. Un travail d'information et de mobilisation du public est également mené avec d'autres organisations progressistes qui partagent ses valeurs de démocratie, de solidarité et de justice sociale.

Directrice : Veronique WEMAERE • Présidente : Estelle CEULEMANS • Vice-présidentes: Gwenaëlle GROVONIUS et Martini HAGIEFSTRATIOU • Secrétaire/trésorière : Gabrielle JOTTRAND • Administrateur-riche-s : Alex ARNOLDY, Malik BEN ACHOUR, Tangui CORNU, Caroline HUT, Paul JAMMAR, Grégoire KABASELE, Rafael LAMAS, Florence LEPOIVRE, Arnaud LEVÉQUE, Lara MANFREDI, Francis MARLIER, Julien POT, Ahmed RYADI, Frédéric THOMAS, Noémie VAN ERPS, Pascale VIELLE.  
Imprimerie : Nuance 4 s.a. www.nuance4.be  
Adresse de l'expéditeur : Rue Coenraets, 68 – 1060 Bruxelles  
N°24 janvier – février – mars 2024



Rue Coenraets, 68 -  
1060 Bruxelles  
Tel : +32 (0)2 505 40 70  
Email : info@solsoc.be  
CCP : BE42 0000 0000 5454

facebook.com/SolsocASBL  
twitter.com/Solsoc

Solsoc respecte les obligations légales telles que stipulées dans le Règlement Général sur la Protection des Données.

Solsoc est membre de l'Association pour une Ethique dans les Récoltes de Fonds (AERF) et adhère à son code éthique. Vous avez ainsi une garantie supplémentaire que nous utilisons les dons que vous nous faites avec rigueur et précaution. Vous avez un droit à l'information.

## ► É D I T O

# FEMMES, VIOLENCES ET CONFLITS : UNE URGENCE MONDIALE

Dans le tissu complexe de notre société globale, un fléau ravageur continue de déchirer les vies et les communautés : la violence à l'égard des femmes. Elle sévit partout, mais frappe de manière disproportionnée et particulièrement brutale les femmes vivant dans des pays à faible revenu, où les inégalités économiques et sociales les rendent plus vulnérables.

Pour y mettre un terme, il est impératif de s'attaquer aux racines profondes des injustices. Cela nécessite un engagement ferme à lutter contre les inégalités systémiques, à garantir l'accès universel à une éducation et à des emplois sûrs, et à remettre en question les normes de genre oppressives. Depuis de nombreuses années, les partenaires de Solsoc agissent dans ce sens, mais leurs efforts sont mis à rude épreuve.

Si la violence à l'égard des femmes est déplorable dans des sociétés pacifiques, elle devient véritablement catastrophique dans les contextes de conflits armés. À Gaza le désastre humanitaire semble ne connaître aucune frontière et les femmes en sont davantage victimes.

Le viol et l'esclavage sexuel sont reconnus comme des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. Cependant, ces crimes atroces persistent depuis des années, notamment en RDC, et la récente escalade du conflit à Goma met en lumière cette réalité effroyable une fois de plus.

Solsoc continuera de dénoncer, de soutenir ses partenaires dans leur lutte et d'appeler les décideur-euse-s belges à prendre des mesures décisives pour mettre fin à ces crises insoutenables.

**Estelle Ceulemans, Présidente**



*Pour le monde entrepreneurial, les femmes sont moins productives par nature, car elles accouchent, car elles ont leurs menstruations. Ce sont donc des raisons biologiques qui leur font dire que les femmes sont moins productives*

Alicia Cardiles, déléguée syndicale



La journée internationale de lutte pour les droits des femmes, a été célébrée ce vendredi 8 mars partout dans le monde.

## ► I N T E R V I E W

# ALICIA CARDILES ET PAOLA MACA : DÉLÉGUÉES SYNDICALES (COLOMBIE)

Alicia et Paola, ont du prendre la situation des travailleuses en Colombie. Pour ces deux déléguées syndicales qui militent au péril de leur vie pour améliorer les conditions de travail des femmes en Colombie, le temps des discours est fini, il s'agit maintenant de transformer la société pour qu'elle soit plus inclusive et plus égalitaire.

**En Colombie, qu'est-ce qui différencie le travail des hommes de celui des femmes ?**

«Dans le monde du travail, tous les emplois sont conçus pour les hommes et les femmes sont traitées différemment. Elles sont discriminées sur la base du salaire, des conditions de travail, des opportunités... Les hommes sont toujours placés au premier rang. » Alicia Cardiles

«À ces inégalités de traitement s'ajoutent la précarité, le chômage et la ségrégation professionnelle des femmes. Ces mécanismes d'appauvrissement diffèrent d'un pays à l'autre, mais sont particulièrement forts en Colombie. » Paola Maca

**Les employeurs sont-ils sensibles à ces différences ? Y'a-t-il une évolution des mentalités au sein des entreprises ?**

«Non absolument pas, lorsque l'on regarde la chaîne de production de notre usine, on constate aisément que nous sommes plus rapides, plus organisées et que c'est nous qui accélérons la production. Mais les entreprises ne sont pas sensibles à ces différences et lorsque nous le faisons savoir, elles nous punissent. Pour le monde entrepreneurial, les femmes sont moins productives par nature, car elles accouchent, car elles ont leurs menstruations. Ce sont donc des raisons biologiques qui leur font dire que les femmes sont moins productives. » Alicia Cardiles

«Non, les employeurs ne sont pas sensibles à ces différences, nous avons ici l'expérience de l'époque du Covid qui a été une période très préjudiciable pour les femmes, car elles occupaient la majorité des emplois dans le secteur des services. Lors de la pandémie, elles ont du porter beaucoup de responsabilités, mais lorsque ça s'est calmé rien n'a changé, personne n'a été récompensé, ni même reconnu. » Paola Maca

**Des changements sont-ils intervenus dans le gouvernement de Gustavo Petro ?**

«Il faut reconnaître que nous avons un congrès qui, pour la première fois, est occupé par 30 % de femmes, et un cabinet ministériel qui compte 49 % de femmes. Cela revalorise notre démocratie, mais il faut des actions maintenant on ne peut pas s'arrêter là. » Paola Maca.

«Ce gouvernement a créé le ministère de l'égalité et a ratifié la convention 190 de l'OIT. C'est un gouvernement qui accorde de l'importance aux voix des communautés et des travailleur-euse-s. Pour la première nous avons des espaces pour discuter et interagir, chose que nous n'avions pas avec les autres gouvernements.. » Alicia Cardiles

## L'IMPOSSIBLE QUOTIDIEN DES FEMMES A GAZA

Une carte blanche de, PAC, CEPAG, Soralia et Solsoc, cosignée par de nombreuses organisations et personnalités féministes et progressistes.

Le 8 mars est une journée de lutte. Une lutte pour les droits des femmes, où qu'elles soient dans le monde. Comme chaque année, de nombreuses manifestations sont menées pour réclamer plus d'égalité, pour exiger plus de respect, pour que cessent les violences et pour mettre en lumière celles qu'on invisibilise encore trop souvent. Cette année, les actions que nous menons auront un écho particulier... Car à l'heure d'écrire ces lignes, cela fait près de deux cents jours que l'État d'Israël mène une offensive dans la bande de Gaza. Deux cents jours au cours desquels on dénombre plus de 30.000 personnes tuées et plus de 71.000 autres blessées.

Parmi ces victimes, plus de 70% sont des femmes et des enfants. Et le bilan s'alourdit dramatiquement chaque jour. Ces femmes et ces enfants se retrouvent aujourd'hui dans des camps de fortune, dans des conditions d'hygiène déplorables avec un accès très difficile, voire impossible, à la nourriture, à l'eau potable ainsi qu'aux soins médicaux.

De nombreuses études sociologiques l'ont démontré, en temps de crise ou de guerre, les femmes sont toujours en première ligne. Leurs conditions de vie sont les premières à se détériorer, elles sont davantage exposées aux violences, elles ont moins accès aux services de secours et d'assistance. Sans oublier le stress physique et mental extrême.

Au moment de l'attaque du 7 octobre, de nombreux hommes gazaouis se trouvaient en Cisjordanie pour travailler. La fermeture des frontières les a empêchés de rentrer chez eux. L'invasion israélienne qui a suivi est venue renforcer l'isolement de leurs compagnes restées à Gaza.

Ces femmes, souvent mères, sont désormais seules à porter la totalité de la charge de la survie de la famille dans une zone inhabitable, sous attaque constante, où la pénurie de vivres et la situation de famine qu'elle engendre sont devenues la norme.



90% des hôpitaux de Gaza ont été ciblés et détruits intentionnellement. Or, depuis le début du conflit, plus de 20.000 bébés sont nés à Gaza. À l'hôpital de Rafah, qui accueille la majorité des femmes sur le point d'accoucher, plus d'une soixantaine de femmes, malnutries et déshydratées, accouchent chaque jour. Peu ont été suivies médicalement, faute d'accès aux soins. Leurs grossesses n'ayant pas été surveillées, les risques n'ont pas pu être évalués, ce qui rend toute prise en charge particulièrement périlleuse, avec des conséquences parfois tragiques pour la mère ou le nouveau-né. Les équipes médicales sur place déplorent une augmentation des risques d'infection ainsi qu'un nombre croissant de naissances prématurées.

Le personnel humanitaire note également un nombre accru de fausses couches, dont les causes peuvent être multiples : manque de soins, stress et anxiété, eau non potable, manque de nourriture, air vicié à cause des bombardements, etc. L'agence des Nations Unies affirme que des césariennes ont dû être pratiquées sans anesthésie. En outre, le manque de places pousse les jeunes mères à sortir deux à trois heures après leur accouchement, pour se retrouver à nouveau dans la rue et sans le matériel adéquat pour accueillir un nouveau-né.

Que dire également de l'accès rendu impossible à des conditions d'hygiène décentes ? Dans la bande de Gaza, les produits d'hygiène sont devenus un luxe, en particulier les produits menstruels. L'absence de sanitaires et de serviettes hygiéniques amène les femmes à prendre des risques pour leur santé. Prise de pilule avec des effets secondaires néfastes pour éviter d'avoir leurs règles, superposition de sous-vêtements



Photographies envoyées par notre partenaire à Gaza, MAAN Development Center © Solsoc 2024

emballés dans du papier ou des chiffons, manque d'eau pour se laver,... Les infections urinaires sont par conséquent légion, sans pour autant que les femmes aient accès à un traitement adapté. Pour les femmes en post-partum, qui sont donc exposées à des saignements abondants, la problématique s'amplifie. De même, il est impossible de trouver des couches pour les nourrissons.

Face à cette réalité dramatique, nous souhaitons, en cette journée du 8 mars, réaffirmer notre soutien avec

les femmes de Gaza qui subissent l'oppression. Nous réclamons un cessez-le-feu immédiat, l'autorisation de l'acheminement de l'aide humanitaire, la protection de tous les civils, la fin du siège de Gaza ainsi que l'ouverture d'une enquête internationale impliquant que la communauté internationale s'intéresse et s'attaque aux racines du conflit. Nous affirmons notre soutien avec les femmes de Gaza, contre l'opresseur, aux côtés de nos sœurs.

## JOUR 106

Nous n'avons pas entendu la sonnette de la maison.  
 Nous n'avons pas pris de douche.  
 Nous n'avons pas vu notre famille ni ceux que nous aimons.  
 Nous ne nous sommes pas assis au bord de la mer.  
 Nous n'avons pas ouvert les fenêtres et nous n'avons pas entendu la clé tourner dans la serrure.  
 Nous n'avons pas allumé les lumières ni appuyé sur l'interrupteur.  
 Nous n'avons pas cuisiné dans notre cuisine.  
 Nous ne sommes pas allés au travail et ne nous sommes pas assis à notre bureau.  
 Nous n'avons pas utilisé la machine à laver ni ouvert la porte du réfrigérateur.  
 Nous n'avons pas ouvert notre armoire ni mis nos vêtements.  
 Nous ne ressentons plus (en vrai c'est nous n'avons pas senti, pour rester homogènes) la sécurité et la chaleur de notre maison que nous retrouvions en fin de journée pour nous reposer. Ou y sentir l'odeur d'un repas chaud, regarder la télévision ou lire un livre. Même les livres ont disparu.  
 Nous réveiller le matin après un profond sommeil et boire une tasse de café au son de la voix de Fayrouz.  
 Nous ne pouvons même pas entendre les chansons. Les bombardements, c'est tout ce que nous entendons.  
 Nous n'avons pas apporté de roses, ni cueilli de tulipes cette saison, nous n'avons pas entreposé d'huile ni d'olives. Nos vies nous manquent, elles ne seront plus jamais comme avant.  
 Mais tout cela ne compte pas, ce qui compte, c'est que nous retrouvons nos proches et nos familles et que nous les serrons dans nos bras.

Paroles dites par un enfant à Gaza et écrites par Enas Shanen

## ► BRÈVES

### VIOLENCES SEXUELLES : UN FLÉAU TOUJOURS D'ACTUALITÉ EN RDC

On estime à 500 000, le nombre de femmes qui auraient été victimes de violences sexuelles depuis la fin des années 1990 dans les provinces du Nord- et Sud-Kivu et Ituri, en République démocratique du Congo. Ces données sont à prendre avec précaution mais illustrent l'étendue de ce fléau exacerbé par les conflits armés, la pauvreté extrême et les déplacements de population. Depuis près de trente ans, une multiplicité de groupes armés font régner la terreur dans l'est du pays, principalement pour le contrôle des ressources minières. En 2018, le gynécologue et prix Nobel de la paix, Denis Mukwege, n'hésitait pas à dire de son pays qu'il est le lieu où « le corps des femmes est devenu un champ de bataille et le viol utilisé comme arme de guerre ».

Malgré les dénonciations, la violence n'a pas cessé, les Nations Unies ont échoué dans leur mission de maintien de la paix (MONUSCO). Aujourd'hui, le regain des tensions entre la RDC et le mouvement rebelle M23 place un risque encore plus grand sur la dignité des femmes de la région. A l'heure de rappeler la lutte pour les droits des femmes, nous ne pouvons ignorer ces drames. Nous continuerons à interpeller les institutions qui nous représentent pour y mettre un terme, où que ce soit !



### HOMMAGE À JACQUES BOURGAUX

Fin décembre 2023, Jacques Bourgaux nous a quittés. Avocat de formation et de profession, Jacques s'est engagé dès les années 60 dans des associations de défense des droits humains et de solidarité internationale. Il a présidé notamment les comités de soutien au Portugal, au Chili, à la Turquie, au Nicaragua, à la Syrie et à l'Algérie. Jacques a participé activement à des missions d'observation d'élections, dans plusieurs pays d'Afrique, d'Asie du Sud-Est, d'Amérique du Sud et en ex-Yougoslavie.

Il a contribué à la rédaction de rapports sur la situation des droits humains. Il a occupé des fonctions importantes dont celles de Secrétaire général de l'Association Belge des Juristes Démocrates (ABJD) et de coordinateur d'Action Juridique Internationale (AJI). De 2001 à fin 2023, Jacques a été administrateur de Solsoc. Nous retiendrons de lui qu'il a été un militant de gauche, défenseur de la démocratie participative, un combattant infatigable, courageux, ayant pris personnellement des risques pour la justice sociale, la démocratie et le respect des droits humains. Son engagement et son expérience ont fait de Jacques un acteur important de la solidarité internationale dans l'action commune socialiste.



### LE LOBBY DES MULTINATIONALES S'EST IMPOSÉ À BRUXELLES !

Le 28 février 2024 risque de devenir une journée sombre pour la protection des droits humains. Il devait être celui de l'adoption de la directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité, mais il risque de devenir celui de la victoire des lobbys et du « business as usual ». Cela faisait plusieurs années que nous défendions cette directive qui vise à obliger les grandes entreprises à prendre des mesures de précaution pour prévenir les dégâts environnementaux et la violation des droits humains dans les chaînes de valeurs mondiales.

En quelques minutes, un accord conclu il y a plusieurs mois a été réduit à néant par certains États membres, faisant capoter l'entière du processus d'adoption. S'il reste un brin d'espoir pour que les États membres parviennent à trouver un accord avant la fin de la législature, celui-ci passera inévitablement par un important raboutage de la portée du texte. En tant qu'acteurs de la coopération au développement, nous constatons quotidiennement les conséquences dramatiques que peut avoir l'activité des multinationales sur les droits humains et l'environnement. À l'heure de l'urgence climatique, quelle déception de constater qu'une fois encore, des pays tels que la France, l'Allemagne et l'Italie, ne s'engagent pas vers un changement de modèle économique et paralysent notre transition.

## ► ACTIONS

### REJOIGNEZ L'ÉQUIPE DE SOLSOC POUR LES 20 KM DE BRUXELLES EN SOUTIEN À GAZA

Rejoignez l'équipe de Solsoc pour les 20 km de Bruxelles en soutien à Gaza

Rejoignez-nous le dimanche 26 mai 2024 au parc du Cinquantenaire pour la 44ème édition des « 20km de Bruxelles ». En plus du défi sportif, vous vous engagez dans une initiative de collecte de fonds en faveur des habitant-e-s de Gaza qui survivent dans des conditions extrêmement difficiles, offrant ainsi un soutien crucial à une cause humanitaire importante !

Objectif : récolter 20.000 euros d'ici fin mai pour soutenir les actions d'aide d'urgence de nos partenaires MA'AN et PAC à Gaza avec qui nous sommes en contact de manière continue et qui mobilisent 420 militant-e-s associatifs, employé-e-s et volontaires du Nord au Sud de la bande de Gaza pour mener à bien des actions de solidarité et tenter de préserver la dignité des Gazaoui-e-s.

#### Comment pouvez-vous participer ou contribuer ?

- Rejoignez notre équipe pour courir ou marcher et récoltez des dons auprès de votre famille, de vos proches et connaissances pour soutenir la campagne.
- Si vous ne pouvez pas participer physiquement à l'événement, vous pouvez tout de même apporter votre soutien en parrainant notre équipe. Faites un don, en soutenant l'équipe dans son ensemble ou un-e coureur-euse en particulier.

Faites un don sur le compte BE42 0000 0000 5454 avec la communication « 20km Gaza »

Chaque don, peu importe le montant, contribuera à fournir une assistance vitale à la population de Gaza. Votre solidarité peut faire la différence dans la vie des personnes touchées par cette crise !

*Si vos dons atteignent 40 euros en 2023, vous recevrez une attestation fiscale vous permettant de déduire 45% du montant de vos dons.*

Infos et contact :

[lbercaru@solsoc.be](mailto:lbercaru@solsoc.be) / +32 (0)2/505.40.84

